

CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR :

**Projet de décision précisant les modalités de l'accès aux
lignes de communications électroniques à très haut débit en
fibre optique en dehors des zones très denses**

**Soumission de la société Altitude
Infrastructure**



Date limite de remise : 9 Juillet 2010

Destinataire :

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Contact : Simon LANCELEVEE

Coordonnées : simon.lancelevee@altitudeinfra.fr , 02.76.46.30.25

Avant Propos

Les problématiques de montée en débit et d'avènement du très haut débit en dehors des zones très denses, et plus spécifiquement en zones rurales, sont au cœur de la stratégie d'Altitude Infrastructure. En effet, Altitude Infrastructure, opérateur d'opérateurs et spécialiste de l'aménagement numérique du territoire, gère actuellement 17 réseaux d'initiatives publiques et entend se concentrer à l'avenir sur les territoires jusqu'ici délaissés par les initiatives privées. Pour cela, Altitude Infrastructure accompagne les collectivités territoriales, depuis la conception des architectures techniques jusqu'à leurs commercialisations, et se base sur des solutions pragmatiques, permettant de répondre au mieux aux besoins des territoires

Commentaires sur le projet de décision :

Appréciation globale :

Afin de ne pas freiner le déploiement du Très Haut Débit hors zones denses, Altitude Infrastructure encourage une prise de décision rapide de la part du Régulateur sur ce projet de décision ainsi que sur celui concernant l'accès au Génie Civil de France Telecom.

D'une manière générale, ce projet de décision semble plus orienté sur les zones les plus denses de la zone 2, et semble délaissier la zone 3, zone constituant une majeure partie du territoire français et sur lequel un besoin de pragmatisme se fait ressentir.

Article 1 :

Aucun commentaire.

Article 2 :

Aucun commentaire.

Article 3 :

Altitude Infrastructure s'interroge quant à la définition de « conditions économiques et techniques raisonnables » pour le raccordement de réseaux d'opérateurs tiers. Ainsi, dans les zones les plus rurales du territoire, dans lesquelles des centres bourg d'une densité

permettant le déploiement de réseaux FTTH existent mais qui sont actuellement très éloignés de tous les réseaux de collectes nationaux, cette notion pourrait limiter les initiatives, notamment publiques, visant à promouvoir le Très Haut Débit.

Ainsi, nous pouvons nous demander si cette mesure, conçue pour parvenir à un aménagement du territoire efficace et équilibré, ne risquerait pas de priver durablement les campagnes de déploiement FTTH.

De plus, nous souhaiterions savoir si la mise en œuvre de technologies alternatives, de type Faisceaux Hertziens à très Haut Débit notamment, technologie pouvant supporter des flux de plusieurs opérateurs, pourrait constituer une solution technique raisonnable au regard des recommandations du présent projet de décision. En effet, nous pensons que ce type de solution pourrait permettre une montée en débit progressive du territoire, réellement pérenne dans la perspective de constitution d'une infrastructure totalement optique, et ceci de manière transitoire, dans l'attente de création d'artères de collecte (via les réseaux de l'opérateur historique ou au travers de projet d'enfouissement notamment).

Article 4 :

Dans la continuité de notre remarque précédente, nous jugeons que ces recommandations limitent les possibilités de déploiements et défavorisent les zones du territoire sur lesquelles le génie civil est limité. De plus, nous estimons qu'il est primordial de considérer les emprises aériennes comme des infrastructures capables de supporter des déploiements optiques, au même titre que les réseaux de génie civil.

Article 5 :

Concernant la définition des mailles de déploiements, nous sommes en accord avec la nécessité de faire preuve de transparence concernant le découpage des zones de déploiement, ceci afin de s'assurer d'un investissement sain et efficace. Nous souhaiterions cependant des informations quant à la nature de l'organisation mis en œuvre pour le partage de ces informations.

Cependant, laisser une liberté totale dans la définition de ces zones risquerait, au-delà de problématiques d'écrémage, de laisser des poches non desservies au cœur de poches déployées. Pour remédier à cela, nous pensons qu'il est nécessaire d'instaurer une interdiction de constituer des poches non déployées constituée par plusieurs mailles de déploiement au sein d'une même commune.

Article 6 :

Aucun commentaire.

Article 7 :

Afin de satisfaire à ces recommandations, il est nécessaire de connaître les prérogatives de chacun concernant la capacité nécessaire à l'hébergement des actifs.

Article 8 :

Parallèlement aux opérateurs de services nationaux qui pourront sur le long terme prévoir leurs perspectives d'implantation sur des réseaux FTTH, nous craignons qu'en raison d'un dimensionnement successif aux demandes de cofinancement initial des lignes, les opérateurs minoritaires, disposant d'une marge de manœuvre moindre, soit défavorisés au regard de ces conditions. En effet, ceux-ci ne seront pas en mesure d'effectuer des demandes en amont pour l'implantation sur des réseaux tiers et risquent de ne plus disposer des capacités d'hébergement nécessaires à leur venue à posteriori.

Article 9 :

Afin de préserver un contexte concurrentiel tout en garantissant une juste rémunération des initiatives privées, nous souhaiterions que soit clarifié et défini le concept de prime liée au taux de rémunération du capital tenant compte du risque encouru.

Article 10 :

Nous sommes en accord avec cette volonté de transparence sur les conditions d'accès aux infrastructures déployées.

Article 11 :

Afin de ne pas freiner le déploiement du Très Haut Débit hors zones denses, Altitude Infrastructure encourage une prise de décision rapide de la part du Régulateur sur ce projet de décision ainsi que sur celui concernant l'accès au Génie Civil de France Telecom.